

Hong Kong / Paris, le 5 juin 2014

Une stabilisation des retards de paiement en Asie-Pacifique sur le fond des nouvelles craintes quant au ralentissement de la croissance chinoise

L'étude réalisée par Coface sur la gestion du risque crédit en Asie Pacifique indique une stabilisation générale du comportement de paiement des entreprises de la région en 2013, à l'exception de celles en Australie et en Chine qui ont fait face à un plus grand nombre d'impayés. Le ralentissement de la croissance chinoise reste un sujet de préoccupation pour les autres économies de la zone en 2014.

Moins d'entreprises confrontées à des retards de paiement prolongés en 2013

68% des entreprises approchées dans le cadre de l'étude Coface ont déclaré avoir subi des retards de paiement de leurs clients en 2013 (contre 67% en 2012). Les retards de paiement se sont légèrement rallongés : 14% des sondés affirment souffrir de retards supérieurs à 90 jours (contre 13% en 2012)

D'après l'expérience de Coface, les entreprises confrontées à des retards de paiement prolongés (supérieurs à 180 jours) et qui représentent plus de 2% de leur chiffre d'affaires annuel pourraient connaître des problèmes de trésorerie et donc présenter un risque de défaut de paiement pour leurs fournisseurs. Si en 2013, 30% des entreprises ont signalé ce type de retards de paiement, elles étaient 37% en 2012. Ce résultat est le signe d'une stabilisation du comportement de paiement des entreprises en Asie en 2013.

	Entreprises qui ont fait face à des retards de paiement		Moyenne des jours de retard supérieur à 90 jours		Retards prolongés portant sur plus de 2% du chiffre d'affaires annuel	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Moyenne des 7 économies de l'Asie Pacifique	67%	68%	13%	14%	37%	30%
Australie	83%	85%	9%	10%	43%	23%
Chine	77%	82%	13%	18%	36%	33%
Hong Kong	57%	53%	19%	12%	49%	35%
Inde	56%	63%	18%	10%	60%	30%
Japon	42%	36%	7%	6%	14%	8%
Singapour	68%	76%	20%	21%	53%	45%
Taiwan	77%	56%	7%	14%	11%	16%

- **Australie : la demande extérieure freinée par le ralentissement de la demande chinoise**

L'étude montre qu'un plus grand nombre d'entreprises australiennes ont souffert de retards de paiement. 85 % d'entre elles ont signalé des retards de paiement qui tendent à se prolonger par rapport à 2012. Cette tendance se retrouve dans la construction. Pénalisée par le ralentissement de la demande en Chine (principale destination des exportations, comptant pour 30 % du total des exports), par un niveau d'épargne élevé et par la frilosité des investisseurs, l'économie australienne devrait prochainement faire face à certaines difficultés.

- **Chine : réforme en cours**

La croissance chinoise a ralenti en 2013 et devrait continuer à se contracter (7,2 % en glissement annuel en 2014, par rapport aux 7,7 % observés en 2013 et aux 7,4 % enregistrés au premier trimestre 2014). Pourtant, le gouvernement chinois utilise des outils budgétaires et monétaires pour maintenir autant que possible la croissance sur les rails. Avec la baisse récemment annoncée du taux des réserves obligatoires (RRR) pour les institutions financières en zone rurale et la politique de soutien aux investissements dans les énergies propres, la prévision d'une croissance du PIB supérieure à 7 % semble se concrétiser. En 2013, 82 % des entreprises interrogées ont déclaré avoir souffert de retards de paiement. La détérioration des conditions de paiement du crédit par les entreprises, en particulier dans le secteur de l'électronique, reste un sujet de préoccupation majeure et devrait contribuer encore à alimenter la frilosité des milieux d'affaires en 2014.

- **Hong Kong : peu de dynamisme en perspective**

L'activité économique devrait rester stable à Hong Kong en 2014. L'étude des comportements de paiement montre une amélioration en 2013, confirmée par l'analyse du secteur du textile et de l'habillement, qui devrait continuer à profiter de la hausse de la demande extérieure, grâce à la reprise économique tant attendue aux États-Unis et dans certaines économies européennes. Les moteurs intérieurs (consommation et investissement) resteront stables en raison notamment du programme anticorruption mis en œuvre par le gouvernement chinois limitant la consommation de produits de luxe des touristes chinois.

- **Inde : une conjoncture économique moins volatile**

L'Inde a fait les gros titres en 2013, en raison de la dépréciation rapide de la roupie et d'une inflation obstinément élevée, mais le pire semble derrière elle. Selon l'étude de Coface, les entreprises indiennes ont connu une légère amélioration de la situation des paiements en 2013 par rapport à l'année précédente, malgré un pourcentage plus élevé de répondants ayant connu des retards de paiement. Pour autant, toujours selon l'étude de Coface, la situation des entreprises du secteur de l'informatique, des sociétés Internet et du secteur du traitement de données s'est améliorée. Aux élections législatives de 2014, la victoire du parti Bharatiya Janata Party (BJP) et de son leader Narendra Modi, prochain premier ministre du

pays connu pour être favorable aux entreprises et aux marchés, a suscité parmi les milieux d'affaires l'espoir d'une réforme industrielle et sociale, un processus qui pourrait toutefois prendre du temps. En tout état de cause, la réduction du déficit budgétaire reste un défi majeur pour le pays.

- **Japon : les Abenomics apportent un nouveau souffle, qui profite au commerce de détail**

Le plan de reprise économique du premier ministre japonais Shinzō Abe est de plus en plus populaire, au Japon et dans le monde. Il se peut que cela ait contribué à l'amélioration de la situation des paiements des entreprises dans le pays, comme le révèlent les résultats de l'étude, avec un repli évident de la fréquence, de la durée et du poids des retards de paiement supérieurs à 180 jours. Pourtant, maintenant que les deux premiers objectifs (stimulation budgétaire et monétaire) des Abenomics ont été lancés avec des réactions positives des acteurs économiques, le troisième objectif (réforme structurelle) se fait attendre, à l'heure où elle serait nécessaire pour restaurer l'optimisme.

« L'augmentation récente et brutale des taxes à la consommation de 5% à 8% au Japon (la première depuis 1997) devrait stimuler l'inflation à la hausse de 2,86 %, tous les autres indicateurs restant au même niveau. Si les inquiétudes se concentrent sur cette augmentation fiscale et sur la crainte de voir le pays retomber dans une situation identique à celle de 1997, ce scénario du pire reste plutôt improbable, grâce aux mesures de stimulation budgétaire et monétaire adoptées, le niveau élevé des dépenses des ménages et les jeux olympiques à venir en 2020. Le secteur de la grande distribution, qui enregistre une évolution positive des comportements de paiement, en termes absolus et relatifs, devrait bénéficier de l'augmentation du nombre de ses clients en aval (c'est-à-dire le secteur du commerce de détail) », analyse Rocky Tung, économiste de Coface pour la région Asie-Pacifique.

- **Singapour : amélioration globale et reprise de l'emploi, soutenues par le tourisme**

L'économie singapourienne devrait se redresser en 2014, ce que l'on peut expliquer par différents facteurs. La croissance économique évoluera positivement sous l'impulsion d'une reprise de la consommation soutenue par le dynamisme du secteur du tourisme, d'une reprise de la demande extérieure en provenance des pays développés, d'une stabilisation du marché de l'immobilier et de la forte activité du secteur manufacturier. Dans ce contexte, on peut continuer à espérer en 2014 une amélioration de la situation des paiements rencontrée par les entreprises singapouriennes, la situation de 2013 étant pour beaucoup semblable à celle de 2012.

- **Taïwan : la demande extérieure soutient la croissance, le secteur de l'électronique en danger**

L'économie taïwanaise devrait connaître une croissance modérée en 2014, portée par le dynamisme du secteur du tourisme et par la reprise de la demande extérieure en provenance des pays développés. La demande intérieure, la consommation en particulier, restera molle en raison de la faible progression des salaires, tous secteurs confondus. L'étude de Coface indique que même si les retards de paiement semblent avoir été moins fréquents parmi les entreprises taïwanaises en 2013, leur durée tend à s'allonger par rapport à l'année précédente. Un plus grand nombre de répondants ont signalé que les retards de paiement prolongés avaient compté pour plus de 2% de leur chiffre d'affaires annuel.

« Par rapport à la situation globale des acteurs économiques, le secteur de l'électronique à Taïwan pourrait se retrouver davantage sous pression - particulièrement à moyen terme - et les entreprises de ce secteur doivent impérativement trouver leur place. La Chine monte dans la chaîne de valeur, et cela devrait accroître la pression sur l'économie taïwanaise. Le coût de la main-d'œuvre étant un handicap majeur de Taïwan par rapport à la Chine, on imagine difficilement comment Taïwan pourrait dynamiser le secteur de la fabrication pour l'électronique, comme cela a été le cas depuis 2009. En outre, comme les processus à haute valeur ajoutée en aval (par exemple le service après-vente) nécessitent généralement d'être proches du marché, l'électronique taïwanaise serait devancée par la Chine, le Japon et la Corée, où la population est nettement plus importante », analyse Rocky Tung.

Perspectives 2014 : la menace d'une croissance chinoise ralentie projette son ombre sur la région

Économie	Evaluation Coface du risque pays		Évaluation Coface du climat des affaires	Croissance du PIB (%)	
	Janvier 2014	Avril 2014		2013	2014 (prévisions)
Australie	A2	A2	A1	2,4	2,8
Chine	A3	A3	B	7,7	7,2
Hong Kong	A1	A1	A2	2,9	3,0
Inde	A4	A4	B	4,4	5,0
Japon	A1	A1	A1	1,5	1,4
Singapour	A1	A1	A1	4,0	4,0
Taïwan	A1	A1	A2	2,1	3,0

De manière générale, on s'aperçoit que la dynamique de croissance en Asie est restée forte au lendemain de la crise. Coface table ainsi sur une croissance de 6,1% en 2014. Les bienfaits résultants de l'éclosion économique des deux principaux marchés émergents (Chine

et Inde) ces dix dernières années ont concouru à soutenir cette dynamique. Cependant, les perspectives de croissance pour ces deux pays sont aujourd'hui nettement inférieures à la perspective à long terme (entre 2000 et 2011, la Chine a affiché une croissance à 10,6% en moyenne, et l'Inde une croissance moyenne de 7,8%).

Le rebond des économies développées (prévisions de 1,9% pour 2014, après 1,2% en 2013), principalement les Etats-Unis et l'Europe, bénéficiera avant tout aux économies asiatiques tournées vers l'export, comme Hong Kong, Taïwan et Singapour. A l'inverse, le ralentissement anticipé de la croissance chinoise (7,2% en 2014) pourrait avoir des conséquences sur la plupart des économies asiatiques tributaires de la demande chinoise.

A propos de l'étude

Cette étude a été réalisée au 4^{ème} trimestre 2013, sur la base des réponses données par les 2373 entreprises sondées, de différentes tailles et opérant dans divers secteurs en Australie, Chine, à Hong Kong, en Inde, au Japon, à Singapour et à Taïwan. L'objectif était d'apporter une vision globale de la situation des comportements de paiement, des tendances et des pratiques de gestion du risque-crédit dans les entreprises de la région Asie-Pacifique.

CONTACT PRESSE

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 – maria.krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2013, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 440 Md€. Présent directement ou indirectement dans 97 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat. Coface est filiale de Natixis, banque de financement, de gestion et de services financiers du Groupe BPCE.

www.coface.com